



Communiqué de presse des organisations de retraités CGT, FO, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble&Solidaires de l'Isère

Depuis plusieurs jours, des lycéens se mobilisent dans l'agglomération grenobloise et dans notre département, comme partout en France, contre la réforme du lycée (général, technologique et professionnel), contre Parcoursup et le tri social à l'entrée à l'Université, contre le service national universel. Leurs revendications révèlent aussi une angoisse face à leur avenir.

La quasi-totalité des lycéens mobilisés veulent agir dans le calme et pacifiquement. Ils dénoncent les violences policières dont ils sont systématiquement victimes lors des blocages d'établissements et des manifestations. L'intervention des forces de l'ordre ne semble ni proportionnée ni appropriée.

Au-delà des arrestations et des gardes à vue, on déplore déjà des blessés, dont une élève de 16 ans du lycée Jean Jaurès gravement atteinte au visage par un tir de flash-ball. Toute heure qui passe sans que des réponses soient apportées par le gouvernement aux revendications légitimes des lycéens pourrait nous rapprocher d'un nouveau drame. Les ministres de l'intérieur et de l'éducation nationale doivent faire preuve d'une responsabilité particulière face à la jeunesse : rien ne saurait justifier ces atteintes répétées à la liberté d'expression et de manifestation.

Le Préfet de l'Isère doit prendre en urgence les dispositions pour permettre aux lycéens et lycéennes de s'exprimer selon leurs modalités d'actions tout en garantissant leur pleine sécurité.

Nos organisations condamnent les violences dont les lycéens sont victimes. Nous demandons la libération des jeunes injustement condamnés. Le gouvernement nous demande d'être responsables. Nous le sommes en souhaitant que la jeunesse puisse faire part librement de ses revendications, comme nous le faisons pour les nôtres. Nous le serons en protégeant les jeunes lorsqu'ils revendiquent à juste titre.

Ces jeunes, nos petits-enfants pour certains, à qui nous exprimons notre soutien et notre solidarité, « méritent » une autre politique qui leur donne l'espoir d'un avenir de progrès.

Grenoble le 7 décembre 2018